



## Gilets jaunes : cette soif de République

Par [Ambroise de Rancourt](#)

Mondialisation.ca, 08 décembre 2018

[Vu du Droit](#) 6 décembre 2018

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Loi et Justice](#)

Analyses: [Gilets jaunes](#)

C'est un bien curieux dilemme auquel nous sommes confrontés depuis quelques semaines : il nous faudrait, soit accepter aveuglément la fragile légitimité d'un président de la République élu par hasard, et applaudir sans broncher chacune de ses décisions au nom du respect des principes démocratiques et républicains ; soit nous ranger du côté des partisans du désordre, des casseurs, des ennemis de l'*Etat de droit* – cette si creuse formule dont nul ne sait exactement à quel imaginaire politico-historique elle renvoie, et qui est si souvent mobilisée pour contourner, l'air de rien, les aspirations populaires. Alors même qu'il devient de plus en plus manifeste que les artisans du désordre ne sont pas ceux qui manifestent dans nos rues, de façon plus ou moins pacifique, mais ceux qui occupent en toute légalité les bâtiments publics.

Des élites aveugles et sourdes

De fait, il est chaque jour plus fascinant d'observer à quel point nos élites politiques sont promptes à mobiliser le vieux concept de légitimité démocratique au gré de leurs intérêts du moment : les référendums français de 2005, ou grec de 2015, pourtant sans appel et engageant tous deux au plus haut point l'intérêt national des pays concernés, n'ont pas bénéficié de la même présomption de sacralité, balayés qu'ils furent pour les beaux yeux de la technocratie bruxelloise, que l'élection d'Emmanuel Macron au printemps 2017. Et d'ailleurs, tout rappel, même poli, du déficit de légitimité du président actuel vous range, c'est simple, du côté des *populistes*, de ceux qui n'aiment pas la démocratie. Pourtant, qu'on en juge : deuxième plus fort taux d'abstention au second tour de la présidentielle depuis 1958 ; un président désigné par seulement 44% des inscrits ; près de la moitié de ces mêmes électeurs confessant un choix motivé par le refus de Marine Le Pen, et seulement 16% pour son programme. Qu'y a-t-il de *populiste*, quel symptôme d'un manque d'amour suspect pour la démocratie peut-on voir dans le fait de souligner que nul ne peut gouverner un pays sans égard pour l'intensité, plus ou moins forte, de l'élan populaire qui l'a porté à sa tête ? Et pourtant, ces raisonnements sont désormais relégués au rang du tabou suprême ; injonction nous est faite de traiter ce triste mariage arrangé comme s'il s'agissait d'une somptueuse histoire d'amour, et de considérer l'héritier croulant sous le patrimoine dont le hasard l'a doté comme un génial entrepreneur récoltant les fruits mérités de son dur labeur.

Cet impensé originel du macronisme – le refus de prendre acte d'un si criant déficit d'amour du peuple pour ce chef-là – est une pièce essentielle de la mécanique ayant abouti au mouvement des Gilets jaunes. Car tout l'édifice du pouvoir actuel est bâti sur une posture gaullienne de pacotille : Emmanuel Macron serait le jeune et brillant sauveur d'un pays qui n'attendait qu'un salutaire élan de dynamisme et de modernité. Avec l'objectif implicite, naturellement, de rejoindre enfin une compétition économique mondiale effrénée dont il se

refusait obstinément, depuis plusieurs décennies, à rejoindre le manège infernal. Or, d'une part le peuple n'a jamais formulé ce vœu, il a exprimé son refus de Marine Le Pen ; d'autre part, et contrairement à ce que ce pouvoir semblait penser, l'onction du suffrage universel n'est pas un passe-droit permettant de s'asseoir sur des siècles d'histoire, sur le rapport d'un peuple à la justice sociale et fiscale, ou sur son intolérance viscérale à l'iniquité et à l'arrogance du parvenu récompensant ses facilitateurs une fois sa position acquise. Le rêve mondialiste d'une homogénéisation totale des comportements et des réflexes sociaux est en train de s'effondrer ; la planète entière l'a compris. Seul, un petit village d'irréductibles naïfs continue courageusement, à Paris, à résister à cette nouvelle maladie – la métaphore pourrait être prolongée s'agissant des délirantes et solitaires ambitions européennes du gouvernement.

Pourquoi cette révolte ? C'est pourtant simple

Mais revenons au sujet des Gilets jaunes à proprement parler. Nul besoin d'une intelligence supérieure pour comprendre les raisons fiscales de cette révolte populaire : jamais sous la Ve République, jamais, de tels cadeaux n'avaient été faits à une si infime partie de la population. Rappelons-le ici encore, clairement : quatre milliards d'ISF rendus ; cinq milliards avec la *flat tax* sur le capital (au bas mot : à moyen terme, ce pourrait être le double, voire plus, [selon plusieurs économistes spécialistes de la fiscalité du patrimoine](#)) ; quant à la défunte *exit tax*, Bercy estime qu'elle entraînera un manque à gagner total, pour les finances publiques, de six milliards. Restons-en aux taxes dont le produit est annualisé, l'ISF et la *flat tax* : neuf milliards, chaque année. C'est le budget du ministère de la Justice. Un rapport [Solidaires-Finances publiques](#) de cette année a fait le calcul : 86'000 euros seront rendus chaque année aux 0,1% des contribuables les plus aisés de France, du seul fait de la *flat tax*, au cours du quinquennat ; quant aux quatre milliards d'ISF rendus aux anciens contribuables qui le versaient, ils sont concentrés sur 330'000 personnes, soit la population approximative de la ville de Nice. Et pendant ce temps, le Smic augmentera péniblement de 400€ par ans d'ici à 2022. Moins de quarante euros de gain mensuel pour les deux millions de personnes le touchant – et on ne parle même pas des salariés à temps partiel, des femmes la majorité du temps, pour qui le bénéfice sera encore moins significatif. Or, c'est à ces gens-là que l'on voudrait, justement, ponctionner deux milliards supplémentaires de taxe carbone en 2019, après leur avoir fait porter le même fardeau en 2018 (2,4Md€) ! Selon l'OFCE, c'est simple : les mesures fiscales décidées par Emmanuel Macron aboutiront de fait à une diminution du niveau de vie de l'ensemble de la population, sauf...pour les 5% les plus riches, [qui verront le leur augmenter de 1,6%](#).

Qu'il est facile, dans un tel contexte, de dresser le portrait d'une France renvoyée selon les jours à l'*ultra-droite* ou à l'*ultra-gauche* – il faut croire que l'adjectif *extrême* n'était plus assez fort pour refléter la dangerosité de ce populo sanguinaire. Et les bardes habituels de l'ordre établi – Bernard-Henri Lévy en tête, comme de juste – de sommer nos Gilets jaunes de dire "[et vite, s'ils sont républicains](#)". Naïvement, on serait tenté de poser la même question, non pas au peuple qui se révolte face à l'iniquité fiscale et à la mascarade du détournement des moyens de l'Etat, mais à Emmanuel Macron : êtes-vous républicain, M. le Président ? Croyez-vous réellement faire le bien de votre pays en vous attaquant inlassablement à ses classes laborieuses et en accablant de largesses, au-delà de ses plus folles espérances, sa minorité la plus favorisée ? Ou êtes-vous sciemment en train de détruire le consentement à l'impôt du peuple en lui faisant, volontairement, porter un poids trop lourd pour lui, afin de justifier ultérieurement un désengagement de l'Etat de secteurs dont vous nous expliquerez alors doctement qu'il est urgent de les confier à la sphère privée pour "*réduire le poids de la dépense publique*" ? Au hasard : l'assurance-maladie ? Les

retraites ? La question mérite d'être posée. Notre pays est en effet enfermé dans une mécanique impitoyable, qui est celle de l'Union européenne, c'est-à-dire une logique de déflation salariale infinie, visant à garantir la compétitivité de nos produits à l'exportation – un objectif rendu inatteignable par la mise en commun de notre monnaie avec, notamment, l'Allemagne. Et il serait évidemment bienvenu, dans ce cadre auquel notre Président est plus que dévoué, de briser le lien entre les cotisations sociales prélevées sur les salaires – ces enfants gâtés de Français coûtent trop cher ! – et la protection que nous estimons, depuis 1945, devoir à nos concitoyens. Alors, chiche : pour aller au bout de cette logique et justifier un désengagement de l'Etat, quoi de plus efficace que de semer soi-même les germes d'un ras-le-bol fiscal généralisé ? Mais balayons ce scénario un brin tiré par les cheveux : la vérité est sans doute plus simple, ce qui est à la fois rassurant et navrant.

En réalité, il semble plus probable que le modèle économique et social pour lequel Emmanuel Macron a été formaté, en bon premier de la classe, au début des années 2000 (c'était hier, mais économiquement, c'était il y a un siècle, tant les séquelles du cataclysme de 2008 sont encore profondes), soit toujours celui dans lequel il se complaît aujourd'hui, aveuglément, dans une sorte d'autisme autosatisfait et sûr de son intelligence. C'est à peu près dans cet état d'esprit que devait se trouver Maurice Gamelin en février 1940 : la réalité nous indique que notre logiciel stratégique est périmé ? Peu importe ! Ce logiciel ne peut être qu'excellent : il a été conçu par de brillants esprits. Arrogance toute technocratique de celui qui croit que le modèle qu'on lui a enseigné avec obstination, dans une logique religieuse – l'économie de marché dérégulée, les bienfaits sans limites du libre-échange, la religion du nécessaire *désengagement de l'Etat*, qui ne serait plus là que pour combler les *défaillances de marché* – est indépassable. Et tant pis si le reste du monde est en train de sortir avec fracas du paradigme de la dérégulation heureuse, et de redécouvrir avec étonnement que la capacité d'une économie à produire des biens industriels, qu'ils soient ou non moins chers que ceux conçus en Chine, en Inde ou au Bangladesh, comporte un intérêt et des à-côtés suffisamment importants pour que la question d'un protectionnisme ciblé et sur-mesure doive être posée. Autant dire que, dans le cadre européen, d'un libre-échangisme béat dont le dogmatisme confine au fanatisme religieux, il est inconcevable, et donc impossible, de mettre en oeuvre des politiques de sauvegarde de l'intérêt économique national. À commencer par le fait de recouvrer une monnaie dont le niveau serait adapté aux produits que nous sommes en mesure d'exporter, et une souveraineté budgétaire nous permettant de mener les investissements publics d'avenir dont nous avons cruellement besoin pour assurer l'indépendance de notre pays, son niveau de vie, et la protection de ses citoyens. Il faut lire, avec attention, la production des [Conseils](#) et [Directions](#) qui rédigent depuis des années de brillantes notes à destination de l'exécutif français : voilà plus de dix ans que ces différentes instances déplorent le niveau excessif de l'euro pour l'économie française, appellent une refonte totale (comme [les auteurs du programme économique d'Emmanuel Macron eux-mêmes](#), depuis peu) des critères budgétaires européens qui étouffent, de facto, les pays souffrant déjà d'un euro trop fort pour eux. Pour qui connaît quelques hauts fonctionnaires, il est frappant de constater la colère, voire parfois la rage qui habite nombre d'entre eux face au dogmatisme européiste de dirigeants élus auxquels ils expliquent depuis des années, chiffres à l'appui, qu'ils sont en train de mener le pays dans une dramatique impasse, ignorant leurs appels, par amour pour un idéal fédéraliste dépassé qu'ils sont les seuls à appeler de leurs vœux. Quel étrange église que celle où les cardinaux n'écoutent plus les doléances que les curés de campagne et les évêques leur font parvenir, et décident des évolutions du dogme et de la liturgie selon leurs seules fantaisies, sans plus se soucier de l'avis des ouailles que de l'état du moral du bas-clergé.

## L'impérieux devoir de désobéissance

D'où la question suivante : jusqu'à quand ce clergé, justement, acceptera-t-il de suivre aveuglément les ordres des prélats et du souverain pontife ? Les cas de désobéissance de fonctionnaires s'enchaînent à un rythme effréné : ici, les pompiers tournent le dos au préfet et le laissent seul en pleine fête [de la Sainte-Barbe](#) ; là, les CRS [fraternisent silencieusement](#) avec les manifestants entonnant la Marseillaise ; les préfets alertent l'exécutif en parlant de "[situation explosive et quasi insurrectionnelle](#)" ; des collectifs de policiers appellent leurs collègues [à enfiler un gilet jaune](#), voire à [se mettre en grève samedi prochain](#). Il fallait voir les visages hébétés, incrédules, d'Edouard Philippe et de Christophe Castaner, au soir du 1er décembre, lors du discours du Premier ministre devant les forces de l'ordre ; on sentait leur inquiétude, leur angoisse. Car ce sont ces fonctionnaires, policiers, pompiers, préfets, qui incarnent l'Etat dans le coeur de ses missions ; et ce sont eux qui, premier et dernier rempart républicain, perçoivent le plus directement, dans leur chair, la violence et parfois la légitimité de la colère du peuple qu'ils voient en face d'eux. Ce sont ces préfets qui assistent depuis des années au délitement organisé de la souveraineté nationale et aux absurdités de la décentralisation, et exécutent avec loyauté des ordres avec lesquels ils sont de plus en plus souvent en désaccord ; ce sont ces pompiers qui subissent depuis des années la dégradation de leurs conditions de travail et d'intervention ; ce sont ces policiers qui, eux-mêmes, connaissent la paupérisation, les suicides, la peur au ventre, à qui l'on demande aujourd'hui de distribuer des coups de matraque à des représentants du peuple dont les intérêts objectifs et les revendications ressemblent furieusement aux leurs. Voilà qui est explosif : lorsque le conflit entre devoir d'obéissance du fonctionnaire à sa hiérarchie, d'une part, et sentiment insupportable, d'autre part, d'être l'instrument et le complice d'une injustice organisée par le politique et perçue à bien des égards comme un détournement de pouvoir, devient insupportable. Quand les ordres, ceux du politique, ceux de la hiérarchie, vont si ouvertement à l'encontre de l'Ordre, public, social, républicain, c'est la République elle-même qui se rappelle au bon souvenir de ceux qui en ont pris la tête et se sont employés à en faire l'instrument de volontés manifestement bien différentes de celles des citoyens. Et ce sont, comme aujourd'hui, les serviteurs de l'Etat eux-mêmes qui finissent par ressentir un [devoir de désobéissance](#), faisant primer leur conception viscérale de l'intérêt public sur le strict respect de la légalité.

Où est l'ordre, et qui sont les réels auteurs de désordre dans ce pays ? Voilà la question qui nous brûle les lèvres, à tous. Devons-nous accepter que notre organisation économique ne devienne qu'une déclinaison sans âme des modèles prônés - [avec une impressionnante persévérance dans l'erreur](#) - par les apôtres de la mondialisation infinie, plutôt que d'inventer nous-mêmes les instruments de notre souveraineté ? Devons-nous accepter que notre ordre social ne doive plus répondre qu'aux critères de l'ordo-libéralisme aveugle qui plane aujourd'hui sur l'Europe, et renie ses particularités historiques plutôt que de leur donner une viabilité nouvelle, en inventant de nouveaux instruments permettant de les pérenniser ? Nos fonctionnaires doivent-ils, et surtout *peuvent-ils indéfiniment* accepter d'être les instruments de la mise au pas d'une société à laquelle ils appartiennent, dont ils sont les organes vivants, et non de simples instruments chirurgicaux chargés d'amputer et de saigner là où on leur dira de le faire ? Le peuple français lui-même peut-il accepter de se laisser déposséder de sa volonté politique propre, et consentir à toutes les iniquités qu'on voudrait lui imposer ? Depuis plusieurs semaines, il nous répond sans ambiguïté par la négative. Des semaines au cours desquelles on a pu assister à une débauche d'injures, de mépris, de procès en dangerosité pour la démocratie, d'accusations de néo-fascisme ; ces derniers jours, encore, on pouvait lire, dans [une tribune surréaliste parue dans Le Figaro](#) et

signée par Jean-Robert Pitte : “*La vacuité de la plupart des revendications des gilets jaunes, plus ou moins approuvées par une large majorité de Français, repose sur une vision exclusivement matérialiste de la condition humaine*”. En bon français : ces imbéciles pourraient se tourner vers la philosophie et la pratique d’un instrument de musique plutôt que de réclamer, avec tant de vulgarité, de futilités garanties pour leur sale subsistance.

Se saisir à nouveau de son destin

Oui, l’élection d’Emmanuel Macron a débouché sur une mise en danger sans précédent du pacte social français, au nom d’intérêts qui n’ont rien à voir avec ceux de la majorité du peuple ; et la mobilisation des Gilets jaunes en est la démonstration. Non, ce mouvement, fût-il violent, n’est pas une menace pour la démocratie française, mais exprime au contraire une demande d’ordre social et fiscal juste, garanti par un Etat *vraiment* impartial et au service de la Nation – et en cela, [le fantasme d’une convergence](#) entre ces partisans d’un ordre juste et ceux qui haïssent la France et son État, relève de l’erreur politique la plus crasse. Oui, les différentes tribunes, les cris et injures des [Romain Goupil](#), des [Daniel Cohn-Bendit](#), des [Eric Le Boucher](#), ont un parfum de panique, celle d’élites autoproclamées ayant perdu depuis de longues années le sens de l’intérêt de leur pays au profit d’un rêve post-national dont elles refusent de constater l’état de mort clinique ; des élites dont le plus emblématique représentant est aujourd’hui locataire de l’Elysée, passager clandestin bunkerisé de la République française. Oui, en se révoltant de cette façon, le peuple s’insurge, consciemment ou non, contre la soumission de ses propres dirigeants à des autorités et normes supranationales – le FMI, la Commission, les règles budgétaires européennes –, devenues elles-mêmes les porte-voix des gagnants de la mondialisation, et dont notre actuel président est l’ambassadeur zélé. Comme si, au pouvoir temporel des dirigeants nationaux démocratiquement élus par les citoyens, s’était désormais superposé un pouvoir supranational, en rien démocratique, et s’imposant à lui par une sorte d’autorité divine. Un pouvoir qui concurrence et contraint aujourd’hui les décisions des dirigeants nationaux comme, hier, le Saint-Siège tentait d’affaiblir l’autorité royale.

Les démocraties occidentales sont aujourd’hui le théâtre d’une formidable lutte d’influence entre une souveraineté démocratique nationale présentée comme irraisonnée, toxique et dépassée, *populiste*, et un logiciel post-national finissant qui voudrait encore nous dicter, dans ses derniers spasmes, d’ultimes prescriptions – en l’occurrence, schématiquement : faire payer la transition écologique au bas peuple, et alléger la facture fiscale des couches supérieures. Il est difficile, dans ces conditions, de ne pas se réjouir en voyant les citoyens se saisir, de nouveau, de leur destin, et contraindre leurs dirigeants à entendre enfin la soif de justice et de souveraineté qu’ils expriment dans les rues de leur pays. Rien ne serait plus dangereux, plus irresponsable, que d’ignorer ou de sous-estimer l’ampleur de cette soif de République.

Ambroise de Rancourt

La source originale de cet article est [Vu du Droit](#)  
Copyright © [Ambroise de Rancourt](#), [Vu du Droit](#), 2018

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)